COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
du 09 au 15 Décembre 2017

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

I. COI et ses projets

1.1 Biodiversité Marine 3
- First coral reef status report for the Western Indian Ocean Region presented in Nairobi

1.2 Connectivité Numérique 5
- [Vidéo] Le câble à très haut débit METISS en opération d'ici 2019
- Signature pour Metisse
- L'accord de construction et de gestion signé cet après-midi
- Six opérateurs construisent METISS pour un internet plus rapide
- Projet internet METISS : Un projet révolutionnaire selon le GM
- METISS – RadioPlus : Le journal de 8h - Bande Sonore
- Indian Ocean Islands decide on METISS cable project
- Six opérateurs signent l'accord de construction du câble METISS
- Télécommunication : Six opérateurs de l'Indianocéanie signent l'accord de construction du câble a très haut débit METISS

1.3 Développement Durable 15
- OSMOSe : Bouteilles Usagées – Boire l'eau du robinet pour ne pas crouler sous le plastique

1.4 Santé 16
- La veille épidémiologique, préalable d'un bien-être durable
- COI : contribuer à la diminution des risques épidémiques
- Épidémies : une veille sanitaire instituée dans l'océan Indien pour mieux gérer la prolifération

1.5 Sécurité Maritime 20
- Piraterie maritime au large de la Somalie : La présidence du CGPCS assurée par la COI

II. Centres d'intérêts

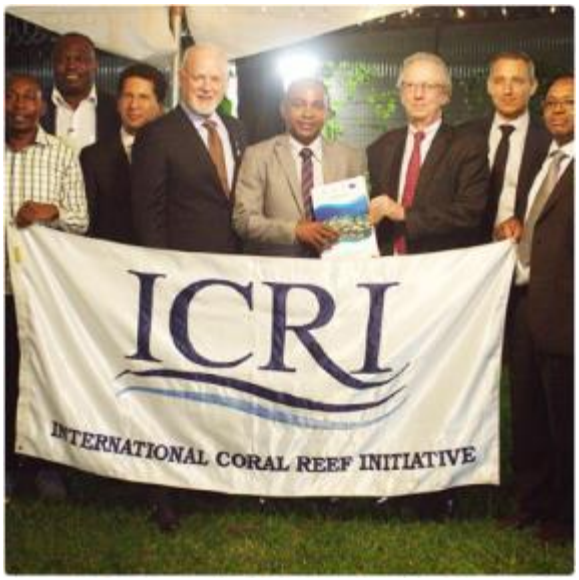
1.1 Biodiversité Marine 22
- Les récifs coralliens de plus en plus vulnérables

1.2 Changement Climatique 23
- CDA – Changement climatique : Pour la résilience de la population tananarivienne

1.3 Développement durable 24
- CREA : Propositions "pour une transition économique et sociétale durables de La Réunion"

1.4 Tourisme 27
- Arrivées touristiques : la barre de 1,2 million presque franchie

First coral reef status report for the Western Indian Ocean Region presented in Nairobi



Ebène, 8 December 2017 – The first report on the state of coral reefs of all countries of the Western Indian Ocean (WIO) was officially presented yesterday (7 December) in Nairobi, Kenya, during the 32nd General Assembly of the International Coral Reef Initiative (ICRI).

Recognizing the important socio-economic and ecological values of coral reefs and their associated ecosystems, the WIO countries (South Africa, Comoros, France / Réunion, Kenya, Madagascar, Mauritius, Mozambique, Seychelles, and Tanzania), through regional cooperation frameworks (Indian Ocean Commission, Nairobi Convention), have aligned themselves with the International Coral Reef Initiative (ICRI) in an attempt to provide solutions to help manage and maintain these systems, including a regional framework for monitoring and reporting the coral reef status through the Global Coral Monitoring Network (GCRMN).

"This is both a good scientific analysis of coral reef health status trends and an excellent proposal of recommendations for the management of associated reefs and ecosystems," said Dr Judith Nyunja, Senior Research Scientist at Kenya Wildlife Service (KWS). She added that "the situation is relatively stable after the bleaching of 1998 with losses of 25%, compared with only 10% after the bleaching of 2016, this gives hope for reef preservation if very active management measures are taken".

Mauritian reefs among the most affected

This report, produced through the IOC-EU Biodiversity Program, presents the latest compilation and quantitative assessment of coral reef health data by regional monitoring networks in WIO, building on previous GCRMN reports published from 1999 to 2008.

"It is a source of pride for the IOC to publish this report, which has been produced with the scientific coordination of CORDIO-EAST Africa, the

valuable contributions of national and regional institutions and NGOs as well as individuals who are passionate about reef conservation" underlined Mr Said Ahamada, from the IOC Biodiversity program.

"I encourage the partners to continue supporting the regional reef network/Task force, whose dynamism and motivation is well recognized despite the challenges" he added.

The purpose of this publication is to provide updated information on the state of coral reefs in the region, including impacts of one of the largest coral bleaching events in 2016.

This report explains, among other things, the regional drivers of change and how they are evolving to help countries in coral reef impact planning and recovery.

The results indicate that more than one third of the sites were severely affected by bleaching with a peak between April and May 2016. In the region, Seychelles was most affected by this phenomenon, followed by Tanzania and Mauritius.

To go further

The Biodiversity Program, implemented by the IOC and funded by the European Union, supports several regional initiatives in the management of our reefs. These focus on strengthening national and regional capacities to monitor coral bleaching, identifying coral diseases, eradication Corn of thorn (COTS) and assessing post-bleaching impacts in Comoros, Kenya, Madagascar, Mauritius, Seychelles and Tanzania / Zanzibar. By looking after their reefs for almost 20 years, the countries of the WIO region are contributing towards the achievement of the United Nations Sustainable Development Goal (SDG) No. 14 and the Aichi Target 10&11 of the World Heritage Convention Biodiversity (CBD). The former promotes the conservation and sustainable use of oceans and seas for sustainable development, while the latter states that anthropogenic pressures on coral reef and associated ecosystems are minimized and 10% of marine protected areas worldwide are managed effectively by 2020.

FREEDOM
L'ACTUALITE DE LA REUNION EN DIRECT

http://freedom.fr/un-rapport-sur-letat-des-recifs-coralliens-dans-locean-indien/

Témoignages

https://www.temoignages.re/developpement/changement-climatique/le-rapport-de-l-etat-des-recifs-coralliens-de-la-region-de-l-ocean-indien-occidental-presente-a-nairobi,91744

COI et ses Projets

Connectivité Numérique

08 Décembre 2017

http://ionnews.mu/video-le-cable-a-tres-haut-debit-metiss-en-operation-dici-2019-121417/

[Vidéo] Le câble à très haut débit METISS en opération d'ici 2019



La construction du câble de 24 000 gigabits METISS débutera en janvier 2017. Six opérateurs en télécommunication de la région ont procédé, ce mercredi 13 décembre, à la signature de l'accord de construction et de gestion.Ce câble de 3 000 kilomètres connectera Maurice, La Réunion et Madagascar à l'Afrique du Sud d'ici mi-2019. La construction du câble réunit Telma, CEB Fibernet, Emtel, Canal+ Telecom, SFR et Zeop.

Cette initiative de la commission de l'océan Indien nécessitera un investissement de 40 millions d'euros. Pour Hamada Madi Boléro, secrétaire général de la COI, ce projet a une importance particulière, nos iles étant « naturellement coupées du monde ». Il souligne que c'est la première fois qu'un projet réunit six opérateurs privés pourtant en concurrence.

https://www.youtube.com/watch?v=Vh9TrOZSFVc

Signature pour Metisse

Par Jean Claude Le Roy



La Commission de l'Océan Indien organise la signature de l'accord pour la mise en place de Metisse.
C'est le point de départ pour le projet de cale sous-marin de fibre optique pour l'internet.

le mauricien

13 Décembre 2017

https://www.lemauricien.com/

CONNECTIVITÉ | Câble METISS

L'accord de construction et de gestion signé cet après-midi

La Commission de l'océan Indien (COI) et le Consortium METISS procéderont cet après-midi à la signature de l'accord de construction et de gestion du câble à très haut débit METISS (MElting poT Indianoceanic Submarine System) en présence du Premier ministre suppléant, Ivan Collendavelloo.

Le projet consistera à déployer un câble sous-marin de 3 000 km pour relier Maurice, La Réunion et Madagascar à la côte est de l'Afrique du Sud. Il est évalué à 40 millions d'euros pour une capacité totale de 24 000 gigabits/seconde.

À ce jour, Maurice n'est connectée qu'à deux câbles sous-marins au nom de SAFE (Extrême-Orient-l'Afrique du Sud) et LION (Lower Indian Ocean Network). Le premier câble sous-marin connecté à Maurice, SAFE, est actuellement en réparation. Il a été mis en service en 2002 et, durant ses années d'exploitation, plusieurs mises à niveau ont été effectuées pour augmenter sa capacité. Celle-ci est actuellement de 800 gigabits/seconde, partagée par de nombreux opérateurs dans plusieurs pays. Le câble a connu plusieurs problèmes au cours des dernières années, nécessitant même une maintenance prolongée. Un remplacement sera nécessaire dans un très proche avenir.

Le deuxième câble sous-marin, LION/LION2, a été mis en service en 2009 et a une capacité nominale de 1,28 térabit/seconde. Le câble est partagé par Maurice, La Réunion, Madagascar et le Kenya, Orange étant le principal propriétaire.

METISS sera, lui, installé à l'initiative d'un consortium d'opérateurs de plusieurs pays, à savoir Blueline, Canal + Telecom, Emtel, SRR, Telco OI, Telma du Zeop et du CEB FibreNet Ltd. METISS Cable est soutenu par la COI.

Un autre câble, IOX Cable, qui signifie Indian Ocean eXchange, devrait être mis en service à Maurice à la fin de 2018 ou au début de 2019. Le câble est soutenu par Mauritius Telecom et a une capacité de connexion de 13,5 Tbps. Le câble sera installé en deux phases. La première consiste à relier Rodrigues à Maurice puis directement au câble sous-marin Seacom existant en Afrique de l'Est et ensuite à l'Afrique du Sud. La deuxième phase consistera à étendre le câble de Rodrigues à l'Inde.

Six opérateurs construisent METISS pour un internet plus rapide



Image d'archives

Telma, CEB FiberNet, Emtel, Canal+ Telecom, SFR et ZEOP, tous opérateurs du secteur des télécommunication à Madagascar, à Maurice et à La Réunion ont signé un accord de construction et de gestion d'un nouveau câble à très haut débit**.**

Son nom: METISS pour **MEIting poT Indianoceanic Submarine System**. La cérémonie de signature s'est tenue ce mercredi 13 décembre, à Port-Louis (Maurice) en présence de nombreuses personnalités politiques des États membres de la Commission de l'océan Indien (COI) et de représentants du secteur privé.

"Le câble METISS est un projet inédit à bien des égards : d'abord, c'est un projet qui fédère des opérateurs qui auraient pu en rester à la logique concurrentielle du secteur ; ensuite, c'est une infrastructure ouverte et partagée qui offre de nouvelles alternatives aux fournisseurs d'accès internet ; enfin, c'est une initiative typiquement indianocéanienne qui permettra de connecter la région à la haute bande passante internationale. L'objectif final : un accès à Internet sécurisé, plus rapide et à moindre cout. En bref, METISS participe donc à la démocratisation de l'Internet à haut débit."

Cette infrastructure numérique vient répondre au besoin de connectivité de la région océan Indien, besoin qui se fera d'autant plus sentir que les câbles actuels approchent de la fin de vie.

COI et ses Projets

Connectivité Numérique

14 Décembre 2017

http://radioplus.defimedia.info/

Projet internet METISS : Un projet révolutionnaire selon le GM

Ils étaient plusieurs ministres et opérateurs du secteur de la télécommunication à avoir loué le projet de fibre optique *MeltingpoT IndianOceanic Submarine System* (METISS) mercredi lors d'une cérémonie de signature d'accord de construction à Port-Louis. Ce câble optique, long de 3000 kilomètres, sera réalisé par six opérateurs de Maurice, de La Réunion et de Madagascar au coût de 40 millions d'euros. Ces opérateurs sont Telma, CEB Fibernet,Emtel, Canal + Telecom, SFR et ZEOP. Le projet METISS a également pu compter sur l'important soutien de la Commission de l'océan Indien (COI). Ce sont les ministres Ivan Collendavelloo, Yogida Sawmynaden et Vishnu Lutchmeenaraidoo qui ont pris la parole. Ce dernier a déclaré que ce projet visera à mieux connecter les îles de l'océan Indien avec le monde. Il a, au passage, égratigné les compagnies de télécommunication nationales de la région qui sont, selon lui, généralement contre la compétition. Le Premier ministre par intérim, Ivan Collendavelloo, a déclaré que le projet va dans la même lignée que la vision du gouvernement mauricien.

T.C.

METISS – RadioPlus : Le journal de 8h – Bande Sonore



Photo illustration

NEWS ON SUNDAY

Indian Ocean Islands decide on METISS cable project

Six operators of the Indian Ocean - Telma, CEB FiberNet, Emtel, Canal+ Telecom, SFR and ZEOP signed an agreement for the construction and launching of METISS broadband cable. All the six operators in the telecommunications sector in Madagascar, Mauritius and Reunion have signed the agreement to build and manage a new high-speed cable under the name METISS, standing for MEting poT Indian-oceanic Submarine System.

The signing ceremony was held on Wednesday, December 13, in Port Louis (Mauritius) in the presence of many political figures from IOC member states and representatives of the private sector. This digital infrastructure meets the need for connectivity in the region, a need that will be all the more felt as current cables are approaching their end of life.

The METISS cable is an unprecedented project in many ways: first, it is a project that federates operators who could have kept to the competitive logic of the sector; secondly, it is an open and shared infrastructure that offers new alternatives to Internet service providers; finally, it is a typical Indian Ocean initiative that will connect the region to the high international bandwidth. The ultimate goal of the project is to secure Internet access faster and cheaper. In short, METISS participates in the democratization of broadband Internet.



METISS Consortium: From left to Right-M. Julien Durand (Canal + Télécom), M. Bashir Currimjee (EMTEL), M. Patrick Pisal-Hamida (Telma), M. Seety Naidoo (CEB FiberNET), Grégory Burlinchon (SFR Réunion), et M. Xavier Hermesse (ZEOP).

This project has benefited from the support of the Indian Ocean Commission, which facilitated dialogue between operators and actively participated in its structuring.

In the context of an interconnected world, access to the Internet has become an essential component of communication, information, economic exchange, knowledge acquisition and training.

Isolated, the islands of the South West Indian Ocean risked the digital divide for lack of new infrastructures linking them to continental Africa with the capacity of growing connections.

Aware of the stakes, the Indian Ocean Commission (IOC) launched a regional reflection with the public authorities of its member states, regulators, private operators and international partners. IOC advocacy has demonstrated the value of regional action to make digital a real driver of growth and jobs, innovation and knowledge dissemination.

It is in this spirit that six operators in the region are now deciding to invest together in the construction of a fiber optic cable that will connect Mauritius, Reunion and Madagascar to South Africa by 2019 to the high international bandwidth and the most African headquarters of the largest companies in the ICT sector.

Following the signature of the agreement, the Secretary General of the IOC and the Chair of the METISS Steering Committee, Madi Hamada, stated that the METISS cable will deeply modify the regional digital outlook and will give way to the democratization of access of the Internet to the population of the region and in particular to economic operators. In this case, it will be a real tool for the economic and social development of the region.

Patrick Pisal Hamida, director of TELMA, for his part, underlined that the METISS project will go beyond competition. It is as ambitious as it is realistic - everybody is a winner, the consumer as well as the private sector who both have high expectations as to the cost and access to the Internet.

METISS FIGURES

Three thousand kilometer-cable for six operators from three countries- Mauritius, Reunion and Madagascar will invest forty million Euros in this digital growth driver of 24,000 gigabit.

Every 10% increase in broadband penetration in a developing country translates into a gain of 1.38 points of growth (World Bank, 2009).

The Booz & Company strategy firm notes a direct correlation with + 1.5% labor productivity for a + 10% penetration of the broadband connection.

According to a 2011 study by consulting firm McGinsey, for every job destroyed by the Internet, 2.6 new jobs are created in both the ICT sector and other industries.

Six opérateurs signent l'accord de construction du câble METISS



Photo illustration

La cérémonie protocolaire de la signature d'accord entre six opérateurs du secteur des télécommunications à Madagascar, à Maurice et à La Réunion pour la construction et la gestion d'un nouveau câble à très haut débit, MElting poT Indianoceanic Submarine System (METISS), a eu lieu mercredi soir à l'hôtel Labourdonnais. Outre les compagnies concernées, soit Telma, CEB Fibernet, Emtel, Canal + Telecom, SFR et ZEOP, des personnalités politiques des États membres de la Commission de l'océan Indien ainsi que des représentants du secteur privé étaient présents.

Cette infrastructure numérique ouverte et partagée viendra répondre aux besoins de connectivité de la région en offrant de nouvelles alternatives aux fournisseurs d'accès à internet. Elle permettra aussi de connecter la région à la haute bande passante internationale avec comme objectif un accès à internet sécurisé, plus rapide et à moindre coût. Selon Madi Hamada, le secrétaire général de la COI, « ce câble modifiera le paysage numérique régional et permettra la démocratisation de l'accès au très haut débit au bénéfice des populations et des acteurs économiques ».

Patrick Pisal-Hamida, administrateur et directeur général du groupe Telma, qui est aussi président du comité de pilotage du projet METISS, affirme que « ce projet est inédit par son ampleur et l'implication directe d'opérateurs qui dépassent la logique concurrentielle ». Et d'avancer que « tout le monde y gagnera, les consommateurs ainsi que le secteur privé, qui ont des attentes légitimes pour ce qui est de l'accès, des coûts et du débit de l'internet ».

Intervenant à l'occasion, le Premier ministre adjoint, Ivan Collendavelloo, a, lui, félicité « ceux qui ont eu la brillante idée d'appeler ce projet METISS ». Il a affirmé lors de son discours que les pays de la région doivent rattraper leur retard en ce qui concerne les infrastructures numériques. « Le numérique est un levier de croissance indéniable », a-t-il soutenu, en se

réjouissant que le CEB Fibernet soit partie prenante de ce projet. Les ministres Vishnu Lutchmeenaraidoo et Yogida Sawmynaden sont aussi intervenus pour vanter les mérites de ce projet qui changera le paysage numérique de l'océan Indien. METISS compte six opérateurs de trois pays pour le moment. Le câble sera de 3 000 km avec un débit de 24 000 Gigabits/seconde et nécessitera un investissement de 40 millions d'euros.

Le socialiste.

Télécommunications

Six opérateurs de l'Indianocéanie signent l'accord de construction du câble à très haut débit METISS

Telma, CEB FiberNet, Emtel, Canal+ Telecom, SFR et ZEOP, tous opérateurs du secteur des télécommunication à Madagascar, à Maurice ou à La Réunion, ont signé un accord de construction et de gestion d'un nouveau câble à très haut débit. Son nom : METISS pour MEIting poT Indianoceanic Submarine System. La cérémonie de signature s'est tenue, hier, mercredi 13 décembre, à Port-Louis (Maurice), en présence de nombreuses personnalités politiques des Etats membres de la COI et de représentants du secteur privé. Cette infrastructure numérique vient répondre au besoin de connectivité de la région, besoin qui se fera d'autant plus sentir que les câbles actuels approchent de la fin de vie. Le câble METISS est un projet inédit à bien des égards : d'abord, c'est un projet qui fédère des opérateurs qui auraient pu en rester à la logique concurrentielle du secteur ; ensuite, c'est une infrastructure ouverte et partagée qui offre de nouvelles alternatives aux fournisseurs d'accès internet; enfin, c'est une initiative typiquement indianocéanienne qui permettra de connecter la région à la haute bande passante internationale. L'objectif final : un accès à Internet sécurisé, plus rapide et moindre coût. En bref, METISS participe à la démocratisation de l'Internet à haut débit. Ce projet a bénéficié de l'accompagnement de la Commission de l'océan Indien qui a facilité la concertation entre les opérateurs et activement participé à sa structuration

Dans un monde interconnecté, l'accès à l'Internet est devenu une composante essentielle de la communication, de l'information, des échanges économiques, de l'acquisition des connaissances ou encore de la formation. Isolées, les îles du Sud-Ouest de l'océan Indien risquaient la fracture numérique faute d'infrastructures nouvelles les reliant à l'Afrique continentale aux capacités de connexions grandissantes. Consciente de l'enjeu, la Commission de l'océan Indien (COI) a lancé une réflexion régionale avec les autorités publiques de ses Etats membres, les régulateurs, les opérateurs privés et les partenaires internationaux. Le plaidoyer de la COI a fait la démonstration de l'utilité d'une action régionale pour faire du numérique un véritable levier de croissance et d'emplois, d'innovation et de diffusion des connaissances. C'est dans cet esprit que six opérateurs de la région décident aujourd'hui d'investir ensemble dans la construction d'un câble à fibre optique qui reliera d'ici 2019 Maurice, La Réunion et Madagascar à l'Afrique du Sud, point d'ancrage de la haute bande passante internationale et des plus sièges africains des plus grandes entreprises du secteur des TIC.

METISS, c'est...

6 opérateurs de 3 pays, Maurice, La Réunion et Madagascar.

Un câble de 3 000 km

Un débit de 24 000 Gigabits / seconde

Un investissement de 40 millions € Le numérique, levier de croissance...

Chaque augmentation de 10% de la pénétration du haut débit dans un pays en développement se traduit par un gain de 1,38 point de croissance (Banque mondiale, 2009).

Le cabinet de stratégie Booz & Company note une corrélation directe avec la productivité au travail de +1,5% pour une pénétration de +10% de la connexion à large bande passante.

Selon une étude de 2011 du cabinet de conseil McKinsey, pour chaque emploi détruit par l'Internet, 2,6 nouveaux emplois sont créés tant dans le secteur des TIC que dans d'autres industries.

l'express

OSMOSe

BOUTEILLES USAGÉES

Boire l'eau du robinet pour ne pas crouler sous le plastique

100 millions de bouteilles en plastique se retrouvent sur le marché chaque année. Et autant de jetées. La Tap Water Resolution vise à privilégier l'eau du robinet pour éviter l'usage excessif d'eau en bouteille.

Xavier MAUGUERET

SIDS YOUTH AIMS HUB (SYAH) Maurice s'est lancé dans un ambitieux projet face aux habitudes des Mauriciens. Mais il est réalisable : celui de réduire l'utilisation des bouteilles en plastique pour l'eau potable au profit de l'eau du robinet, appelé la *Tap Water Revolution*.

Ce projet est soutenu à Maurice par la Commission de l'océan Indien (COI) et le haut-commissariat du Canada, entre autres. Le samedi 2 décembre, une réunion a eu lieu à la COI avec des représentants du secteur public, du privé et de corps parapublics.

«Nous avons eu une réunion fructueuse car la majorité des parties, aussi bien du privé que du public, étaient réceptives à l'initiative. Nous avons compté parmi nos intervenants des représentants de corps parapublics, de compagnies et des ministères qui avaient chacun leurs propositions», fait part Karuna Rana, la coordinatrice du projet pour SYAH. *«Nous avons discuté de la façon dont le projet pourrait être mis en place pour réduire notre dépendance avec bouteilles en plastique pour l'eau. En l'occurrence, plusieurs idées ont été proposées, comme la réutilisation et le recyclage des bouteilles.»*

Ce sont un peu plus de 100 millions de bouteilles en plastique qui se retrouvent sur le marché mauricien tous les ans selon SYAH, et environ 11 000 bouteilles sont vendues toutes les heures. La majeure partie de ces bouteilles ne sont pas recyclées et se retrouvent à Mare-Chicose ou jetées dans la nature par les utilisateurs les moins scrupuleux. Le plastique étant non biodégradable, les bouteilles restent de façon permanente dans les coins où elles sont entassées.

À titre d'exemple, il y a environ un mois pratiquement, Belle-Verte, l'Institut Bon Pasteur et Explorers Mauritius avaient sorti 844 kg de déchets de la caverne au-dessous du *viewpoint* vis-à-vis de la cascade de Chamarel. La majeure partie de ces déchets étaient des bouteilles en plastique en tout genre.



Cesser de dépendre des bouteilles en plastique pour l'eau potable sera un plus, non seulement au niveau de la pollution, mais aussi de la production énergétique.

SOUCI ÉNERGÉTIQUE

Ce projet de SYAH veut permettre d'assurer une fourniture d'eau potable à travers l'approvisionnement de la Central Water Authority (CWA) et, si besoin est, au moyen du système de traitement d'eau juste avant les robinets pour plus de sécurité. Le but vise à ce qu'une majeure partie des Mauriciens, tant dans leur vie privée que dans les industries comme le tourisme et la restauration, cessent de dépendre des bouteilles en plastique. L'accès à l'eau potable étant un droit humain, le permettre en limitant la pollution est une nécessité, alors que le pays et le monde croulent sous les ordures.

«Avec la Tap Water Revolution *nous voulons que les Mauriciens puissent avoir accès à l'eau qu'ils peuvent boire sans avoir à acheter des bouteilles en plastique»*, explique Karuna Rana. *«Ce projet est né d'une idée que des jeunes avaient eue en 2015 et nous sommes allés de l'avant avec cette idée.»*

Tap Water Revolution a pris forme en août 2015 lors d'un atelier de travail organisé par SYAH et la COI intitulé *From Samoa to Paris : Engaging young islands in tackling climate change*, en marge de la *Conférence of Parties 2015* de Paris (COP 21). Cet atelier avait pour but d'amener des jeunes des îles de l'océan Indien à s'engager dans la façon d'aborder le changement climatique. Plus de 100 jeunes ensemble avaient réfléchi à notre dépendance de l'eau en bouteille et le droit basique d'accès de l'humain à l'eau potable sûre dans les robinets de nos maisons, nos écoles et des endroits publics.

«Le problème avec le plastique, c'est qu'il se retrouve partout, mêmes dans les réservoirs de la CWA. Comme ces jeunes l'ont expliqué, cela a un impact sur notre santé», ajoute la responsable. *«Nous avons plusieurs objectifs à réaliser mais ne plus être dépendant des bouteilles en plastique pour l'eau potable ne peut être que bénéfique.»*

Sortir de la dépendance de l'eau embouteillée n'est pas uniquement un bonus pour ralentir les problèmes avec la pollution mais aussi un souci énergétique. Il faut trois litres d'eau régulière pour produire un litre d'eau en bouteille, sans compter la quantité d'énergie nécessaire. Cela contribue ainsi lourdement au changement climatique.

Le transport et la disposition d'eau en bouteille augmentent aussi la lourde empreinte écologique. Économiquement, l'eau en bouteille coûte autour de 2 000 fois plus que l'eau du robinet, selon SYAH.

L'accès à l'eau potable via le robinet pourra donc résoudre nombre de ces problèmes. SYAH a du travail devant lui pour changer les habitudes des Mauriciens, mais ce n'est pas impossible.

COI et ses Projets

Santé

13 Décembre 2017

https://www.lexpress.mu/idee/322696/sante-veille-epidemiologique-prealable-dun-bien-etre-durable

SANTÉ

La veille épidémiologique, préalable d'un bien-être durable



Il faut améliorer les capacités de diagnostic, de suivi et de riposte contre les maladies, virus et infections.



par Hamada MADI, secrétaire général de la COI



Matthieu DISCOUR, directeur de l'AFD pour Maurice, les Seychelles et la COI

LES risques sanitaires qui pèsent sur la planète sont sans précédent. La mondialisation des échanges n'est pas qu'économique. Elle est aussi, hélas, infectieuse, épidémique. Les îles de l'Indianocéanie en ont fait l'amère expérience.

En 2004, le chikungunya a fait son apparition aux Comores. En 2005 et 2006, cette maladie transmise par un moustique s'est propagée à La Réunion, à Maurice et aux Seychelles.

Touchant 40 % de la population réunionnaise, l'épidémie de chikungunya a surpris par son ampleur les autorités sanitaires. Les systèmes de veille sanitaire et épidémiologique ont été déjoués. Et l'épidémie a démontré, comme une piqûre de rappel, qu'un niveau de développement avancé, comme à La Réunion, ne confère aucune immunité particulière. Et les contrecoups furent à la mesure de la base de référence : le chikungunya a coûté 0,9 point de croissance à l'économie réunionnaise entre 2005 et 2006.

C'est dans ce contexte que les ministres de la Santé des pays membres de la Commission de l'océan Indien (COI) ont décidé, en 2006, de mettre en réseau leurs services de surveillance épidémiologique. Dès 2007, l'Agence française de développement (AFD) a apporté son soutien à la COI pour la mise en œuvre de cette décision ministérielle. C'est ainsi qu'est né le projet de surveillance et d'investigation épidémiologique (RSIE), lancé par la COI grâce à un financement de l'AFD de 6 millions d'euros sur quatre ans. Au cœur du projet RSIE, il y a la création, l'animation et le renforcement du réseau de Surveillance épidémiologique et de gestion des alertes, plus connu par son acronyme, le réseau SEGA.

Depuis l'épidémie de chikungunya, l'actualité nous rappelle régulièrement combien les questions de santé constituent un enjeu de développement et un défi de la mondialisation. Ebola, zika, dengue, paludisme et, tout récemment, peste… autant de maladies, virus et infections qui représentent une menace pour nos populations, quand elles n'ont pas déjà été dramatiquement touchées.

La veille sanitaire ne doit souffrir d'aucun relâchement, même quand des tendances positives se dessinent. C'est pourquoi la COI et l'AFD ont renouvelé leur partenariat en faveur de la santé publique en 2013 ; le 14 décembre, elles signeront une troisième convention de financement, pour un nouveau projet en santé publique.

La surveillance épidémiologique, la communication entre les services de santé publique, l'amélioration des capacités de diagnostic, de suivi et de riposte sont autant d'instruments nécessaires à l'atténuation et à la gestion des risques sanitaires. C'est dans ce sens que travaillent la COI et l'AFD avec le concours de leurs partenaires techniques, dont la Plateforme d'intervention régionale de l'océan Indien de la Croix-Rouge, l'Institut Pasteur de Madagascar, l'Agence de Santé océan Indien ou encore le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement, qui mobilisent les financements de la Région Réunion et de l'Union européenne.

Notre action en santé s'est aussi élargie avec le temps. Conformément au concept *«Une seule santé»* de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), nos interventions en faveur de la santé humaine se doublent aujourd'hui d'interventions en santé animale. Et pour cause : 75 % des maladies émergentes et 60 % des infections chez l'homme sont d'origine animale. De plus, les maladies animales peuvent avoir des conséquences graves pour l'élevage, la sécurité alimentaire, la biodiversité et l'activité économique. Quelques exemples : à Madagascar, la varroase des abeilles touche les filières apicoles ; aux Comores, c'est la peste des petits ruminants ; à Maurice, c'est la fièvre aphteuse qui a durement touché le cheptel bovin. Pour mieux répondre à ces défis, la COI a noué, avec raison, une relation partenariale technique et stratégique avec l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE).

C'est donc une approche globale de la santé publique que nous avons adoptée. Celle-ci est d'autant plus pertinente qu'elle repose sur une communication constante, au sein du réseau SEGA One Health, entre les institutions de santé, les services vétérinaires et les agences chargées de l'environnement de nos pays membres. Mieux, le réseau SEGA intervient aussi directement sur le terrain comme à Maurice en 2016 où, en plus des matériels et vaccins acheminés, une dizaine de vétérinaires malgaches a participé en appui aux équipes mauriciennes à la campagne de vaccination des bovins pour endiguer l'épidémie de fièvre aphteuse.

Parallèlement, l'Unité de veille sanitaire travaille au renforcement des compétences techniques dans les Etats membres, notamment par la formation de 25 épidémiologistes de terrain dont la dernière promotion recevra tout prochainement son diplôme. Elle contribue aussi à l'amélioration des moyens matériels de diagnostic, de laboratoires et de communication aux Comores, à Madagascar, à Maurice et aux Seychelles. Elle mobilise également l'innovation technologique au service de la veille épidémiologique et de la transmission des données sanitaires. Aux Comores et à Madagascar, le *m-health*, pour *mobile-health*, permet de transmettre par SMS les données sanitaires aux centres de veille épidémiologique. Aux Seychelles, c'est une surveillance électronique par Internet qui a été lancée, l'*e-health*.

Le nouveau projet de santé de la COI en partenariat avec l'AFD permettra de consolider tous ces résultats et de renforcer le réseau SEGA, dispositif de coopération utile et efficace. Il convient de continuer à le renforcer et, surtout, le pérenniser. A cela s'ajouteront des axes nouveaux d'intervention, notamment en matière de recherche en santé, d'innovation technologique, d'adaptation au changement climatique en plus de l'amplification des moyens de réponse face aux crises sanitaires et aux situations d'urgence, en particulier après une catastrophe naturelle.

En agissant ensemble pour la santé, la COI et l'AFD participent à la réalisation des objectifs de développement durable des Nations unies qui font de *«la bonne santé et du bien-être»* la priorité numéro trois. Par-dessus tout, notre partenariat pour la préservation de ce bien public mondial exprime notre volonté commune de participer à l'émergence d'une Indianocéanie sereine, sécurisée et solidaire. En un mot : durable.

Texte envoyé par l'AFD et la COI



Source : Organisation mondiale de la santé animale dans le Rapport annuel de la COI 2016.

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

13 Décembre 2017

https://www.lemauricien.com/article/coi-contribuer-la-diminution-des-risques-epidemique/

COI : contribuer à la diminution des risques épidémiques



http://ici.exploratv.ca/

La phase 3 du projet Veille sanitaire, dont la convention sera signée avec l'Agence française de développement (AFD) ce jeudi 14 décembre 2017, a pour objectif de renforcer le réseau SEGA, ainsi contribuer à la diminution du risque épidémique tout en prenant en compte la dimension environnementale des enjeux de santé de la région Sud-Ouest de l'océan indien.

Les récents épisodes de fièvre aphteuse à Maurice en 2016 et de peste à Madagascar en 2017 ont démontré la nécessité d'une surveillance accrue des épidémies, tant en santé humaine qu'en santé animale.

Épidémies : une veille sanitaire instituée dans l'océan Indien pour mieux gérer la prolifération

Par Fateema Capery



« Deux tiers des maladies humaines proviennent des animaux », constate le vétérinaire épidémiologiste, Harena Rasamoelina qui s'occupe de l'unité de veille sanitaire, mise en place par la Commission de l'océan Indien (COI) et financée par l'Agence Française de Développement (AFD) à la hauteur de huit millions d'Euros.

Cette plateforme, qui existe depuis 2009, permet un meilleur échange d'information entre les pays membres de la COI, notamment La Réunion, Madagascar, Comores, Seychelles et l'île Maurice.

Ce jeudi 14 décembre aura lieu la signature de la Convention de la veille épidémiologique et le lancement de la troisième phase de ce projet pour mieux gérer et prévenir les épidémies dans l'océan Indien. Cette plateforme devient encore plus nécessaire pour donner suite aux épidémies récentes, dont la peste et la fièvre aphteuse. L'océan Indien est donc mobilisé contre toute éventuelle épidémie.

« En 2006, après l'épidémie de Chikungunya, tous les pays de l'océan Indien étaient affectés, mais chacun a géré de son côté et il n'y a eu aucun échange d'information. La gestion n'était pas optimale et les conséquences étaient beaucoup plus désastreuses », raconte Harena Rasamoelina en indiquant que c'est, à ce moment-là, que la COI est venue de l'avant avec cette plateforme d'échange d'information.

Ainsi, de 2009 à 2013 a eu lieu la première phase du projet, intitulé RSIE-Réseau SEGA (Surveillance des épidémies et gestion des alertes), mais prenait en considération uniquement les maladies humaines. Ensuite, la deuxième phase (2014 à 2017), rebaptisée « Reseau SEGA One Health », inclut dorénavant les maladies qui passent de l'animal à l'homme.

Depuis la création de cette plateforme, tout ce qui se passe dans les pays membres de la COI est communiqué pour mieux anticiper la gestion en cas d'incursion dans les pays. « Quand on est mieux préparé, on peut travailler sur des vaccins avant même que l'épidémie n'atteigne le pays », indique l'épidémiologiste qui a rejoint la COI en 2014.

Les maladies les plus concernées par les animaux, mais qui se transmettent à l'homme sont, entre autres, la peste, la grippe (H5N1), la rage et le virus du Nil occidental qui se transmet entre les oiseaux et les moustiques et peut infecter l'être humain, le cheval et d'autres mammifères.

La résistance aux antibiotiques est aussi concernée. « Une mauvaise utilisation des antibiotiques chez les animaux peut entraîner une résistance également chez l'homme. Les vétérinaires à Maurice doivent donc faire attention à ne pas en abuser chez les animaux », estime ce dernier.

Un manque d'épidémiologistes dans la région

Selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), il doit avoir un épidémiologiste pour chaque 200 000 habitants. Pour pallier à ce manquement, cette unité de veille sanitaire s'attelle aussi à faire le renforcement de capacité en proposant la formation des épidémiologistes de terrain. Une cohorte sera diplômée ce jeudi 14 décembre suite à une formation de deux ans. Il s'agit de la troisième cohorte. On retrouve au total 25 épidémiologistes formés à ce jour. Ils peuvent être des médecins, des vétérinaires et biologistes du secteur public de chaque pays.

Quelques conseils du vétérinaire épidémiologiste

- Les enfants doivent être éduqués aux règles élémentaires pour éviter la contamination.
- Il faut absolument se laver les mains après chaque contact avec un animal.
- Il faut éviter de se frotter le visage sur son animal domestique.
- Il faut aussi éviter de toucher les animaux inconnus (errants) et les animaux dans la nature.
- Avec un animal de compagnie à la maison, il faut nettoyer la maison plus régulièrement pour éviter les transmissions par inhalation.
- L'animal ne doit pas être dans la cuisine.
- Ne pas nourrir les animaux pendant le repas à table, donc ne pas les toucher en mangeant.
- Certains chiens, tels que les Pitbulls et les Rottweilers, doivent absolument porter la muselière quand ils vont se promener avec leurs propriétaires.

09 Décembre 2017

http://www.midi-madagasikara.mg/societe/2017/12/09/piraterie-maritime-au-large-de-la-somalie-la-presidence-du-cgpcs-assuree-par-la-coi/

Piraterie maritime au large de la Somalie : La présidence du CGPCS assurée par la COI

La Commission de l'Océan Indien (COI) prend la présidence du Groupe de contact sur la piraterie au large des côtes somaliennes (CGPCS) pour une période de deux ans, à partir du 1er janvier 2018.

Assurée par la République des Seychelles, la présidence du Groupe de contact sur la piraterie au large des côtes somaliennes (CGPCS) sera, à partir de l'année prochaine et pour une période de deux ans, assurée par la COI. L'ambassadeur Barry Faure, Secrétaire d'Etat des Seychelles et président en exercice du Groupe de contact, a symboliquement passé le flambeau à la présidence de la COI, représentée par son Secrétaire général, lors d'une cérémonie de passation qui s'est tenue le 1er décembre 2017 à Port-Louis, à l'île Maurice. « Nous avons pu enclencher des mécanismes plus adaptés pour combattre la piraterie et la prise de présidence du CGPCS par la COI est une suite naturelle dans la mesure où cette organisation régionale a toujours été impliquée dans la lutte contre la piraterie et les autres menaces et risques en mer à travers son unité antipiraterie basée aux Seychelles, le programme MASE et aussi en co-présidant depuis 2014, le groupe de travail 1 du CGPCS axé sur le développement de capacité régionale », a-t-il déclaré, satisfait du travail accompli durant son mandat.

Pour sa part, le Secrétaire général de la COI, Hamada Madi, qui représentait Vishnu Lutchmeenaraidoo, chef de la diplomatie mauricienne et président du Conseil de la COI, a affirmé que cette nouvelle responsabilité « permettra à la COI de poursuivre et d'amplifier l'action des Seychelles à la présidence du CGPCS. Nous comptons sur l'implication effective de tous les membres du Groupe de contact, car nous sommes liés par des intérêts communs. La sécurisation des routes maritimes de l'Océan Indien est un défi qui dépasse le seul cadre de la région… ».

Mobilisation internationale. Créé en 2009, le CGPCS, forum international ad hoc rassemble les acteurs concernés par la piraterie somalienne : pays de la région, d'Europe occidentale, du Moyen-Orient, d'Asie et des Amériques, l'industrie, les organisations maritimes et les ONG. À ce jour, la coalition internationale compte quelque 68 pays et 24 organisations internationales comme membres. Le Groupe de contact coordonne les efforts politiques, militaires et non gouvernementaux pour lutter contre la piraterie au large des côtes de la Somalie. Grâce à l'appui des pays et des différentes organisations, le CGPCS est en mesure de mobiliser des moyens et

compétences et de proposer des mécanismes et solutions pour contrer la piraterie et les autres crimes, menaces et risques en mer.

Le CGPCS travaille également en étroite collaboration avec plusieurs universitaires et des bureaux d'études pour mener des expériences et des études de cas « informelles » sur plusieurs thématiques liées directement et indirectement à la piraterie et aux autres activités illicites en mer. Plateforme multidisciplinaire, le Groupe de contact se démarque d'une organisation internationale traditionnelle par son caractère expérimental et sa flexibilité. Centrée sur le résultat, cette coalition internationale réalise des études de cas et teste des nouveaux procédés et projets adaptés à la réalité somalienne.

Recueillis par Hanitra R.

SCANNEZ AVEC BLIPPAR

BIODIVERSITÉ MARINE

Les récifs coralliens de plus en plus vulnérables

Il n'y a pas que la pollution qui tue les récifs coralliens. Un rapport publié en début de semaine, souligne à quel point ils sont affectés par les activités nautiques, mais aussi par la température de l'eau.



Les récifs sont largement affectés par des pics de chaleur entre février et mars. En bleu, les polypes vivants.

LES récifs coralliens de Maurice sont largement affectés par le blanchissement. C'est ce que vient mettre en exergue un rapport régional de l'*International Coral Reef Initiative* (ICRI) pour la région océan Indien publié en début de semaine. Celui-ci souligne qu'il y a eu un déclin graduel au niveau de la population de corail dans les eaux mauriciennes.

À Maurice, plusieurs organisations non gouvernementales (ONG) comme Lagon Bleu et Reef Conservation, ainsi que les entités scientifiques telles que l'université de Maurice ou l'Albion Fisheries Research Centre, entre autres, font partie des groupes qui ont participé à la surveillance de l'état des coraux.

«*Nous avons observé plusieurs régions telles qu'Anse-la-Raie, Balaclava, Bain-Bœuf et Bel-Ombre*», explique Céline Miternique responsable de la recherche marine de Reef Conservation. «*Depuis 2016, nous faisons régulièrement des sorties pour vérifier l'état des différentes espèces de corail.*»

Mais par quoi ces coraux sont-ils affectés ? Il n'y a pas que les activités nautiques, laisse entendre Shashi Chummun, coordinateur de projets à Lagon Bleu. «*Les coraux sont très sensibles au stress causé par la température de l'eau, par exemple. Si elle est trop élevée, les polypes vont expulser les algues pour survivre et donc ternir, puis blanchir les coraux.*»

Ce qui n'arrange pas les choses : nous sommes à la veille des pics de chaleur d'eau, soit entre février et mars. «*Ce qui serait grave est que la température reste trop longtemps forte ou continue à augmenter durant l'été*», explique Shashi Chummun.

En attendant, des actions peuvent être prises notamment en limitant la pollution des plages durant les fêtes et, par extension, celle de l'eau. La vigilance devrait également être de mise quant aux activités nautiques pour éviter d'endommager les récifs.

Xavier MAUGUERET

CDA – Changement climatique : Pour la résilience de la population tananarivienne



Un aperçu d'inondation qui a frappé la capitale malgache en 2016.

Les effets du changement climatique ne sont plus à démontrer dans la Grande Ile. Manque de pluie dans une partie du pays, inondation dans d'autres, telles sont les manifestations auxquelles la population malgache doit faire face. La situation influe gravement sur l'agriculture, un secteur clé de la vie des Malgaches. La récente flambée des prix du riz, causée par l'insuffisance de la production en est un parfait exemple. La mise en œuvre du projet " La résilience de la population de l'agglomération d'Antananarivo face aux impacts du changement climatique « arrive donc à point nommé. Initié par l'ONG CDA ou Conseil de Développement d'Andohatapenaka et Paix Canada, le projet sera mis en œuvre dans 56 « fokontany » de 15 communes d'Antananarivo.

Résilience. S'étalant sur trois ans, le projet consiste en une " approche centrée sur les populations locales " selon les dires d'Andoniaina Rabemanantsoa, chercheur local auprès de CDA. Cette dernière d'ajouter que " les réalités liées aux effets du changement climatique seront diagnostiquées pour permettre la recherche de solutions – avec les populations concernées – de résilience durant cette période ". Des séances de renforcement de leurs capacités d'adaptation seront par ailleurs organisées pour permettre une meilleure résilience des populations cibles.

José Belalahy

CREA: Propositions "pour une transition économique et sociétale durables de La Réunion"

Dans le cadre des assises de l'Outre-mer, le mouvement CREA (Citoyens de la Réunion en Action, présidé par Vanessa Miranville) a livré dans un "memorandum des propositions d'actions concrètes". Voici le communiqué :



Le Mouvement Citoyens de La Réunion en Action a livré dans un mémorandum des propositions d'actions concrètes afin d'alimenter les débats au sein des Assises de l'Outre-mer, principalement dans ses thématiques 6 et 7. Elles ont été transmises aux rapporteurs des Assises partant du constat d'un modèle de société réunionnaise à bout de souffle qui doit opérer une transition sociétale durable.

En effet, pour le Mouvement CREA, après l'ère de la départementalisation (1946) puis l'ère de l'égalité sociale (1981- 1996), il est temps de passer à l'ère de la responsabilité pour libérer les énergies et génies réunionnais.

Tout en soulignant que La Réunion vit dans une situation d'urgence pour le présent et d'impasse pour l'avenir, si l'on prend en compte les indicateurs sociaux actuels qualifiés de « hors norme » par l'INSEE de La Réunion, le mouvement CREA souhaite :

- Adapter et innover le cadre institutionnel

Le modèle administratif de La Réunion est obsolète ! Le cadre institutionnel réunionnais ne s'est jamais adapté au contexte de nos spécificités. Région monodépartementale, municipalités, communautés de communes, ces institutions ont été calquées « machinalement » sans prendre en compte les doublons, chevauchements de compétences et gabegie financière. À l'heure de la rationalisation et de l'adaptation de nos institutions à la mondialisation, il est temps de proposer une organisation administrative et politique

répondant aux enjeux actuels précités. En préalable, outre l'expérimentation, il est nécessaire de supprimer le verrou constitutionnel de l'amendement Virapoullé contenu dans l'article 73 de la Constitution Française.

Cela nous permettrait ensuite de créer les conditions d'une réforme territoriale globale effectuée par et pour les Réunionnais. Nous proposons par la suite la création d'un organe transitoire : une Convention démocratique territoriale de La Réunion, chargée de mettre en place une nouvelle organisation administrative réellement adaptée aux réalités de notre territoire et d'assurer la transition vers une assemblée unique.

- Renforcer le rôle international des collectivités et la formation aux affaires diplomatiques

Sur cette thématique le mouvement CREA propose le renforcement des prérogatives des collectivités réunionnaises en matière d'action internationale afin d'assurer une plus grande intégration de La Réunion dans son environnement. Même si de larges compétences ont été exercées aux collectivités (LOOM, Loi Letchimy…), il n'en demeure pas moins que les résultats se font attendre. Ainsi, l'île n'est reconnue de manière pleine et entière qu'au sein de la Commission de l'Océan Indien et se retrouve en marge des grandes organisations régionales comme la SADC (Communauté de Développement de l'Afrique australe) ou l'Union Africaine. Il convient donc de renforcer la cellule diplomatique de la Préfecture de La Réunion et le rôle de l'Ambassadeur pour la coopération régionale dans l'océan Indien. Afin de renforcer la coordination des actions trop souvent dispersées, il est proposé que cet Ambassadeur puisse être rattaché physiquement à la cellule diplomatique du Préfet de La Réunion en permanence (et non à Paris !) et que les collectivités soient forces de proposition pour sa nomination. La formation des élus et des cadres administratifs aux Relations diplomatiques devra également faire partie des priorités en lien avec le Ministère des Affaires étrangères.

- Associer les Réunionnais à la gestion des TAAF

Les TAAF (Terres Australes et Antarctiques Françaises) représentent un enjeu économique important dans le présent et pour l'avenir de La Réunion qu'il convient de prendre en considération.

- Sur la base du principe de Droit international de l'intangibilité des frontières héritées de la période coloniale, les autorités territoriales de La Réunion ont la légitimité internationale de revendiquer l'appartenance des TAAF au territoire réunionnais (et ce depuis 1996, date de l'installation administrative des TAAF à Saint Pierre de La Réunion). Cependant, il est à regretter que les collectivités de La Réunion n'aient aucun droit de regard sur la gouvernance des TAAF même au sein du Conseil Consultatif composé de 24 membres dont un seul Réunionnais. Le mouvement citoyen propose de :

- L'intégration de droit des collectivités Région et Département de La Réunion au sein du Conseil Consultatif du Préfet des TAAF.

- La Cogestion des fonds FEDER dédiés aux TAAF par la Région Réunion et l'Administration Supérieure des TAAF.

- Renforcer l'attractivité économique du territoire : La Réunion plateforme de l'innovation pour la conquête de nouveaux marchés dans l'océan Indien et en Afrique.

La position privilégiée de La Réunion dans l'océan Indien, entre l'Asie et l'Afrique, la situe au centre des échanges économiques présents et avenirs à fort potentiel de croissance (boom économique et démographique de l'Afrique et de l'Asie). Il convient donc de s'adapter à ces bouleversements, d'accompagner nos opérateurs et notre jeunesse à conquérir ces nouveaux marchés par :

- La mise en place d'une zone franche expérimentale globale pour les technologies innovantes (NTIC, économie digitale...)

-Le renforcement de l'Université de l'océan Indien et son jumelage avec les grandes universités de la zone (Afrique du Sud, Australie, Inde, Chine, Égypte...)

N.P

Arrivées touristiques : la barre de 1,2 million presque franchie



Les tourists chinois ont été moins nombreux cette année à visiter Maurice, en comparaison avec l'année dernière.

Le tourisme ne connaît pas la crise. Ou presque. De janvier à novembre 2017, près de 1,2 million de touristes ont foulé le sol mauricien. Ce qui représente une hausse de 5,2 % par rapport à la période correspondante, l'année dernière. C'est ce qui ressort des dernières statistiques du ministère de tutelle, publiées ce vendredi 8 décembre.

Ainsi, de janvier à novembre, Maurice a accueilli 1 186 245 touristes, contre 1 127 093 en 2016. Sans surprise, l'Europe reste notre principal marché. Ils sont 690 661 touristes en provenance de ce continent à avoir débarqué au pays pour cette période. L'année dernière, ce nombre n'était que de 652 881.

Le marché français a notamment connu une hausse. S'ils étaient 238 522 touristes à avoir foulé le sol mauricien de janvier à novembre 2016, ce nombre est passé à 241 190 pour la même période, cette année.
Idem pour les visiteurs en provenance du Royaume Uni. 134 655 ont passé leurs vacances à Maurice de janvier à novembre 2017. Ils n'étaient que 129 408, l'année dernière.

Progression également sur le marché allemand. Le nombre de touristes en provenance de ce pays a bondi de 95 476 pour la période janvier-novembre 2016 à 107 318, cette année. Le marché asiatique connaît aussi une embellie. Passant de 191 542 touristes de janvier à novembre 2016 à 194 413 touristes cette année. Le nombre de visiteurs en provenance de Singapour, notamment, a crû de 2 262 à 2 702. Même constat pour ceux venant de l'Inde. Ils étaient 74 345 en 2016, contre 76 737 cette année.

En revanche, le marché chinois recule. Si 75 846 touristes ont foulé le sol mauricien de janvier à novembre 2016, ils n'étaient que 70 339 pour la période correspondante cette année.